
POINT FORT/ L'AVENTURE DE LA MÉDIATION INTERCOMMUNAUTAIRE

Dans le champ de l'action sociale, l'innovation naît le plus souvent d'un malaise ou d'une révolte éthique. C'est le cas du projet « Roms à Genève », nouveau pôle de compétences et programme de « médiation intercommunautaire » de Caritas Genève.

DOMINIQUE FROIDEVAUX , DIRECTEUR DE CARITAS GENÈVE ET ENSEIGNANT À LA HAUTE ECOLE DE TRAVAIL SOCIAL (HETS) DE GENÈVE



Cette aventure a commencé par l'identification d'un profond malaise dans les relations entre populations locales et roms, ainsi qu'avec les professionnel·le·s du travail social. Discriminée dans son pays d'origine, cette population se voyait aussi ostracisée dans les lieux d'action sociale dits de « bas seuil », sensés offrir inconditionnellement un minimum de secours et d'humanité. « On se retrouvait, à l'entrée de certains lieux d'accueil d'urgence, face à des quotas pour les Roms », se souvient l'un d'entre eux. « Dans les abris sous-terrains, on nous rationnait même le savon, selon un régime spécial, réservé aux roms. »

Une démarche novatrice en 3 étapes

Ici, l'indignation ne suffit pas. Il faut ouvrir des perspectives. Résumons en trois mouvements l'amorce d'une démarche novatrice : mieux se connaître, expérimenter un dispositif alternatif, l'intégrer dans un service social au long cours.

Le 1^{er} mouvement s'est opéré avec l'aide du réseau européen « Romed »¹ qui a permis aux acteurs et actrices du réseau socio-sanitaire genevois de se former, avec des Roms, à divers outils de médiation, et grâce à une étude menée par la HETS-GE, visant à connaître les origines et contraintes des quelques 200 personnes roms fréquentant régulièrement Genève. A tra-

vers des groupes de parole inspirés de la « thérapie communautaire intégrative » et de l'« approche centrée solutions », les personnes roms rencontrées ont pu mettre en mots leur lutte de survie quotidienne².

Une recherche-action³ en partenariat entre la HETS et Caritas a constitué le 2^e mouvement qui postulait que l'alternative devait être envisagée avec la participation active des personnes concernées. Un dispositif favorisant l'interconnaissance, intégrant des Roms, femmes et hommes sorti·e·s de la rue, et des professionnel·le·s en travail social, psychologie et sociologie a donc été développé. Les « spécialistes » ont du désapprendre tout ce qu'ils et elles croyaient savoir sur les Roms pour faire place à leur espace de parole. Les groupes de discussion et de médiation ont été mobilisés pour un projet global de travail social hors murs. Ce dispositif « intercommunautaire » a mis l'accent sur la nécessaire

compréhension des conditions d'existence communes qui caractérisent divers groupes : Les Roms précaires vivent une « communauté de situation » qui les rend vulnérables et qu'il est nécessaire de faire comprendre. L'approche de médiation se fait avec d'autres groupes qui vivent aussi une communauté de situation dans leurs rapports difficiles avec les Roms précaires : groupes d'habitants ou de commerçants de quartiers, policier·ère·s ou agents municipaux, intervenant·e·s du réseau socio-sanitaire, etc. L'équipe de Caritas composée de Roms propose des passerelles dans des situations conflictuelles entre groupes ou individus. *In fine*, c'est le dépassement des malentendus qui permet un accès facilité pour les Roms aux droits communs, une pacification de l'espace public et, surtout, ouvre des perspectives.

L'intégration de ce dispositif au sein des équipes de travailleurs sociaux et juristes de Caritas constitue le 3^e mouvement. On y mesure le chemin parcouru. Les Roms sont désormais reconnu·e·s comme interlocuteur·trice·s et connaissent mieux les dispositifs locaux d'entraide. La connaissance de leur situation spécifique permet aux intervenant·e·s du réseau socio-sanitaire genevois de les traiter sans discrimination. Les dispositifs d'accueil évoluent au bénéfice de l'ensemble des publics précaires, avec leur participation active. Ils ne sont plus seulement source de problèmes, mais partie prenante des solutions. Grâce aux équipes de médiation et à la décisive volonté de s'en sortir qui anime les Roms, les accueils de nuits, l'accès aux soins et à de meilleures conditions de travail, notamment, se sont améliorés. Reste un point délicat : la répression de la mendicité qui ralentit le processus d'émancipation et contribue à l'endettement des Roms. Les collectivités de l'Arc lémanique auraient intérêt à lever les dispositifs pénalisant les personnes précaires dépendantes de la mendicité pour vivre, car ils n'ont pas fait preuve d'efficacité. La médiation intercommunautaire, elle, ouvre de nombreuses pistes à approfondir. ■

NOTES

1 <http://www.coe-romed.org>

2 <https://www.hesge.ch/hets/editions-ies/roms-en-cite>

3 Avec le soutien de la Ville de Genève, du Canton (BIE) de la Confédération (SLR).